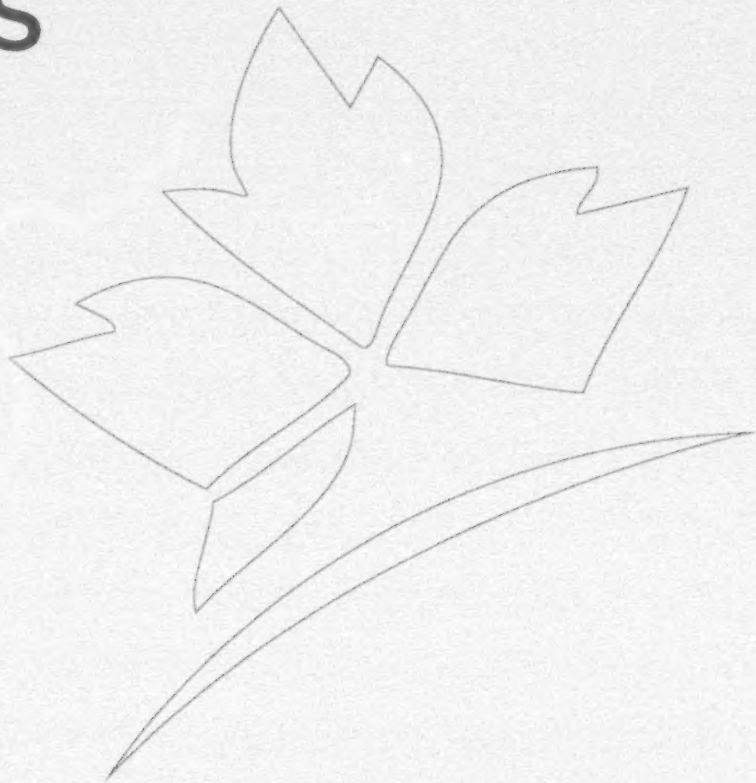
LA COMMISSION CANADIENNE POUR L'UNESCO

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2013-2014



Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Commission canadienne pour l'UNESCO

Conseil des arts du Canada

Canada Council for the Arts

La Commission Canadienne pour l'UNESCO
Rapport d'Activités 2013-2014

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Commission canadienne pour l'UNESCO

La Commission canadienne pour l'UNESCO sert de tribune aux gouvernements et à la société civile en vue de promouvoir la participation des organismes et des individus aux activités de l'UNESCO dans les domaines relevant de son mandat, soit l'éducation, les sciences naturelles, sociales et humaines, ainsi que la culture et la communication et l'information. La Commission consulte également les membres de la société civile et les différents ordres de gouvernement pour préparer la contribution du Canada à l'UNESCO et mettre en œuvre des programmes et activités de l'Organisation au Canada.

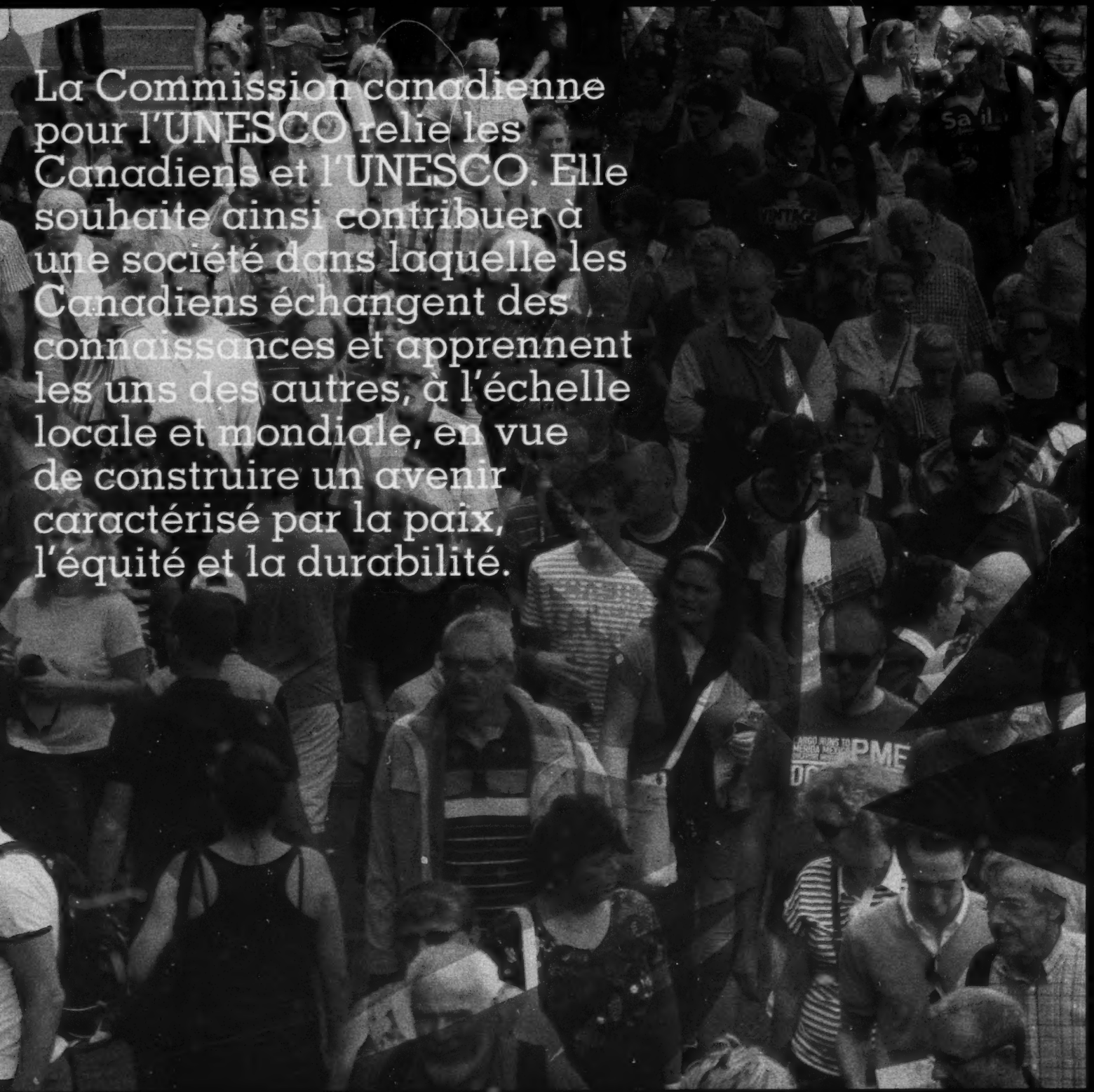
Conseil des arts du Canada | Canada Council for the Arts

La Commission canadienne pour l'UNESCO relève du Conseil des arts du Canada. Elle a été créée par le Conseil des arts en 1957 en vertu de la *Loi sur le Conseil des Arts du Canada* et d'un décret du Conseil privé (1957-831).

Le Conseil des arts assure les services de secrétariat et le budget de fonctionnement de la Commission. Le rapport annuel du Conseil des arts du Canada (conseildesarts.ca) présente l'information financière sur la Commission.

UNESCO : constituée à Londres (Angleterre) en 1945
Commission canadienne pour l'UNESCO : l'une des 195 commissions nationales
Canada : l'un des 26 membres fondateurs de l'UNESCO

N° de catalogue : K31-4/2014
Droits d'auteur y compris la photo de couverture
Graphisme par: Greenmelon Inc.
En photo de couverture intérieur: Jan Kranendonk / Shutterstock.com



La Commission canadienne pour l'UNESCO relie les Canadiens et l'UNESCO. Elle souhaite ainsi contribuer à une société dans laquelle les Canadiens échangent des connaissances et apprennent les uns des autres, à l'échelle locale et mondiale, en vue de construire un avenir caractérisé par la paix, l'équité et la durabilité.

Table des matières

06 Introduction : Directeur et chef de la direction, Conseil des arts du Canada — Robert Sirman

08 Message : Président de la Commission canadienne pour l'UNESCO — Axel Meisen

10 Consulter les Canadiens sur le programme et le budget de l'UNESCO
- 37e session de la Conférence générale de l'UNESCO
- 8e Forum des jeunes de l'UNESCO

16 Faire entendre les voix des Canadiens sur la scène internationale
- Forum régional UNESCO-UNEVOC d'Europe et d'Amérique du Nord
- EuroMAB 2013

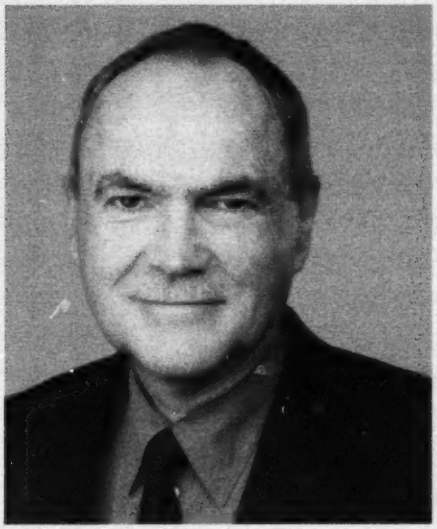
20 Mener des activités au Canada harmonisées aux objectifs et programmes de l'UNESCO
- Favoriser la paix
- Promouvoir un avenir durable
- Viser l'atteinte de l'équité

30 Coordonner et mettre en œuvre des activités de l'UNESCO au Canada
- Réseau des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU)
- Réserves de la biosphère
- Réseau UNEVOC
- Chaires UNESCO
- Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination (CCMRD)
- Sites du patrimoine mondial
- Mémoire du monde
- Groupe consultatif jeunesse (GCI)

38 Gouvernance
- Comité exécutif
- Plan stratégique
- Commissions sectorielles
- 53e Assemblée générale annuelle
- Vérification interne
- Déménagement des bureaux
- Refonte du site Web

42 Annexes
- Comité exécutif
- Membres honoraires
- Chaires UNESCO au Canada
- Répertoire des écoles – Réseau des écoles associées de l'UNESCO
- Réserves de la biosphère de l'UNESCO au Canada
- Sites du patrimoine mondial de l'UNESCO au Canada
- Municipalités signataires – Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination
- Inscriptions du Canada au Registre Mémoire du Monde

Introduction



La capacité du Conseil des arts du Canada de remplir son mandat législatif dépend de la vitalité et de l'efficacité de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

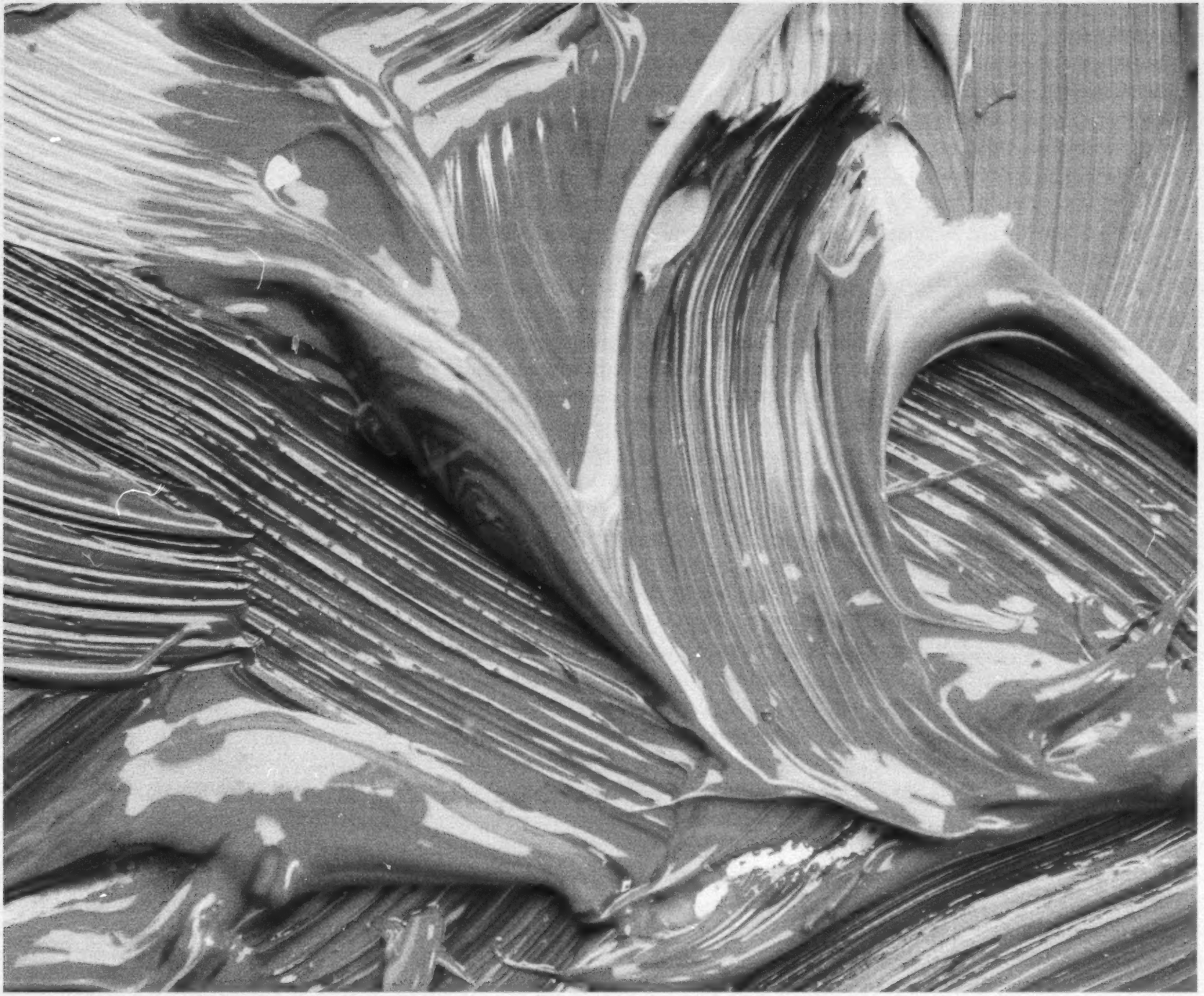
En 1957, le gouvernement du Canada a confié au Conseil des arts la double responsabilité de soutenir le rôle du Canada au sein de l'UNESCO et de mettre en œuvre les priorités de cette Organisation au Canada. Pour l'appuyer dans cette tâche, le gouvernement a chargé le Conseil de réunir des ministères, des établissements, des associations et des spécialistes concernés en vue de mettre en place un réseau permanent, nommément la Commission canadienne pour l'UNESCO.

Je constate avec plaisir que plusieurs décennies plus tard, la Commission continue de s'exprimer avec force. Comme en témoigne ce rapport, la dernière année a été marquée par de nombreuses activités et réalisations menées par les membres de la Commission et le personnel du Secrétariat. Je suis particulièrement reconnaissant de la contribution du président et de la vice-présidente du Comité exécutif, Axel Meisen et Christina Cameron, qui ont joué un rôle prépondérant dans l'élaboration du nouveau plan stratégique de la Commission.

Notre rôle de soutien aux Canadiens et aux Canadiennes comme chefs de file mondiaux en matière d'innovation, de mobilisation et d'échanges ainsi que nos efforts de promotion de la vision de l'UNESCO, et cela en dépit des modestes ressources allouées à la Commission, moins de 2 % du budget du Conseil des arts, soulignent la force du modèle de collaboration en vigueur depuis 1957.

Je félicite tous ceux et celles qui ont rendu possible le présent rapport. Ce rapport témoigne non seulement de votre bonne volonté et de votre travail acharné, mais constitue une preuve tangible de la façon dont les Canadiens et Canadiennes contribuent à construire un avenir durable.

Robert Sirman
Directeur et chef de la direction du
Conseil des arts du Canada



Message du président

Le mandat de l'UNESCO vise la création d'un monde meilleur caractérisé par la paix grâce à l'éducation, à la science, à la culture et, à l'information et à la communication. Établi lors de sa fondation il y a près de 60 ans, il demeure aussi important aujourd'hui qu'il le fut à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Bien que nous ayons la chance au Canada de vivre dans un pays épargné par les conflits militaires, nombre de défis exigent encore l'engagement volontaire des citoyens dans les domaines de compétence de l'UNESCO.

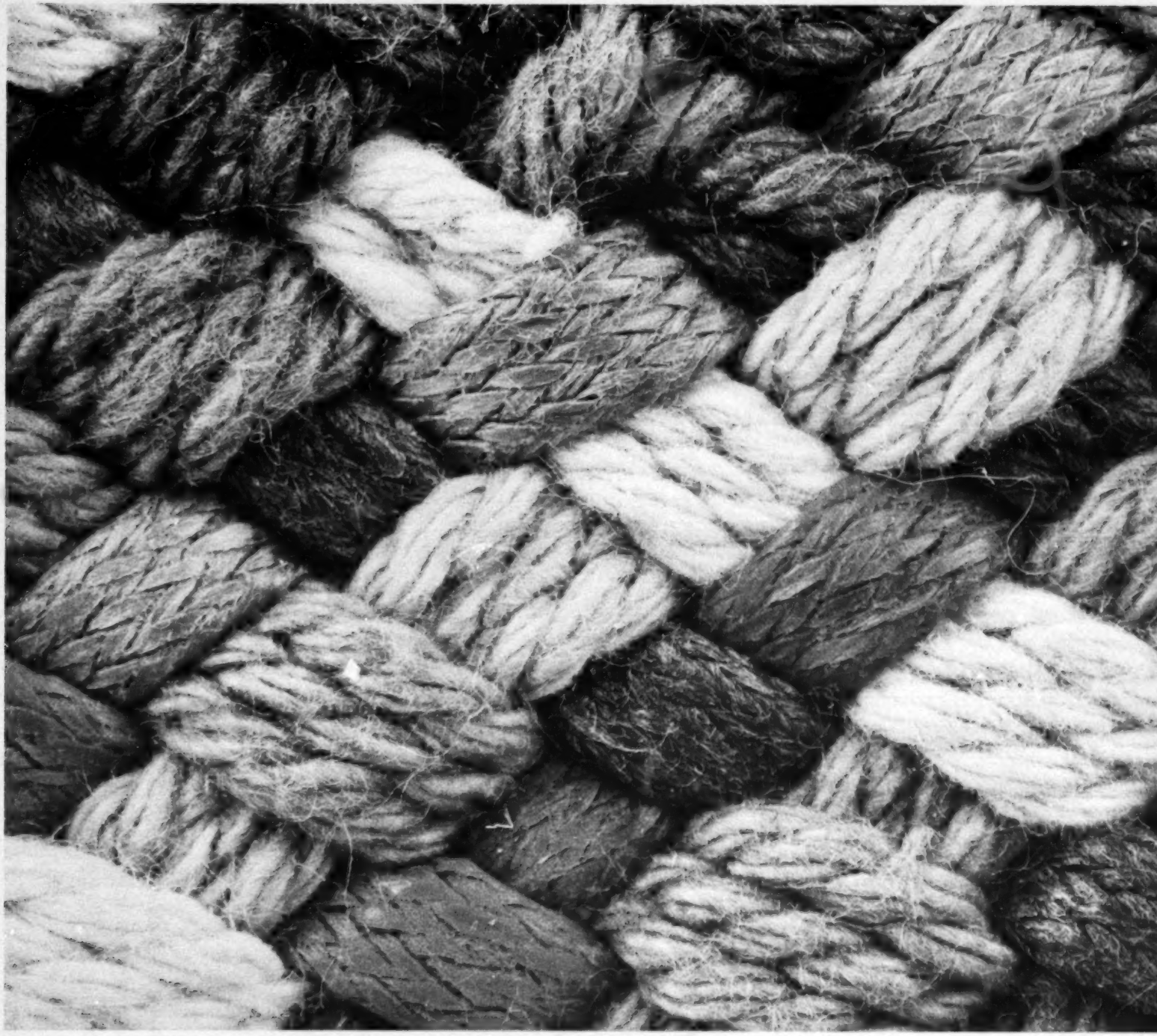
Le présent rapport résume l'envergure des activités entreprises par la Commission canadienne pour l'UNESCO au cours de la période du 1er avril 2013 au 31 mars 2014. En plus de ces activités, le rapport décrit les principaux résultats et les répercussions positives du travail de la Commission sur les Canadiens et les Canadiennes. Ce dernier point est en adéquation avec l'approche de l'UNESCO et de la Commission de mettre l'accent sur les résultats.

En réponse aux changements actuels et émergents au Canada, ailleurs dans le monde et à l'UNESCO, la Commission a priorisé le développement, en 2013-2014, d'un nouveau plan stratégique. Ce plan sera lancé lors de l'Assemblée générale annuelle de 2014 et orientera les travaux de la Commission au cours des sept prochaines années. Son objectif principal est de renforcer la contribution de la Commission à la société canadienne dans les domaines de compétence de l'UNESCO.

La préparation du plan stratégique et les nombreuses autres activités décrites dans le rapport n'auraient pas été possibles sans le dévouement des membres et des partenaires de la Commission, sans celui du personnel de son secrétariat et sans le soutien du Conseil des arts du Canada. L'orientation stratégique offerte par Mme Michelle Chawla, secrétaire générale du Conseil des arts et directrice des initiatives stratégiques, et le leadership dont elle a fait preuve ont été d'une importance décisive à un moment où la Commission n'avait pas de secrétaire général. Je tiens également à souligner l'appui et les conseils avisés des membres du Comité exécutif de la Commission, en particulier Mme Michèle Stanton-Jean (présidente sortante de la Commission et représentante du gouvernement du Québec à l'UNESCO) et M. Robert Sirman (directeur et chef de la direction du Conseil des arts du Canada). Tous deux à la fin de leur mandat, ils méritent notre gratitude pour leurs nombreuses années de service dévoué à la Commission et à l'UNESCO. C'est avec plaisir que je souligne également le rôle joué par Mme Christina Cameron qui, en sa qualité de vice-présidente de la Commission, a soutenu fermement l'élaboration du plan stratégique et la gouvernance de la Commission.

Enfin, je tiens à dire que ce fut un plaisir et un privilège pour moi de travailler sur les dossiers de l'UNESCO au cours de la dernière année, de soutenir le travail de la délégation canadienne à l'Organisation et d'aider la Commission à se forger un avenir radieux dont les répercussions seront positives pour tous les Canadiens et les Canadiennes.

Axel Meisen, C.M., Ph. D., ing.
Président, Commission canadienne pour l'UNESCO



Consulter les Canadiens sur le programme et le budget de l'UNESCO

La Commission canadienne pour l'UNESCO a entre autres, l'important mandat de consulter les Canadiens sur les questions relevant du mandat de l'UNESCO (éducation, sciences naturelles, sociales et humaines, culture, communication et information) et d'informer la communauté internationale des perspectives canadiennes. Cette section présente les points saillants de deux grandes consultations.

37e session de la Conférence générale de l'UNESCO

5 au 20 novembre 2013, Paris

Tous les deux ans, les délégués des États membres se réunissent à Paris dans le cadre de la Conférence générale de l'UNESCO. Selon le principe « un pays, une voix », la Conférence générale détermine les orientations et les principaux axes de travail de l'UNESCO pour les années à venir

La Commission a contribué à cet événement en organisant des consultations générales auprès de ses membres et partenaires au Canada de juillet à octobre 2013. Les consultations ont porté sur des sujets débattus à la conférence générale, notamment sur des questions émergentes et sur le programme et le budget de l'UNESCO. La Commission a regroupé les résultats des consultations dans un cahier d'information dont s'est servie la Délégation canadienne pour préparer ses interventions à la Conférence générale.

La Délégation canadienne était entre autres composée de :

- L'honorable Christian Paradis, ministre du Développement international et ministre de la Francophonie (chef de la délégation);
- S.E. Jean-Pierre Blackburn, ambassadeur et délégué permanent du Canada auprès de l'UNESCO (chef suppléant);
- Marie Malavoy, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, gouvernement du Québec;
- Michèle Stanton-Jean, représentante du gouvernement du Québec, Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO;
- des représentants du ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) et du ministère de Patrimoine canadien;
- Axel Meisen, président de la Commission;
- les chargées de programme de la Commission, Pauline Dugré, Dominique Potvin et Angèle Cyr, qui ont soutenu la Délégation.

S.E. Jean-Pierre Blackburn, ambassadeur et délégué permanent du Canada auprès de l'UNESCO, et l'honorable Christian Paradis, ministre du Développement international et ministre de la Francophonie © UNESCO

Plénière, 37e session de la Conférence générale de l'UNESCO
© UNESCO

La Conférence générale (suite)

Points saillants de la Conférence générale :

- Débats sur les contraintes budgétaires actuelles attribuables, en grande partie, à la décision des États-Unis d'Amérique et d'Israël de cesser de payer leurs cotisations en réaction à l'admission de l'autorité palestinienne en qualité d'État membre de l'UNESCO en 2011. La cotisation des États-Unis représente à elle seule environ 80 millions de dollars, soit 22 % du budget annuel ordinaire de l'UNESCO.
- Débats sur la cybersurveillance à la suite des révélations d'Edward Snowden sur le présumé cyberespionnage du Brésil et de certains pays européens par le gouvernement des États-Unis. Le Brésil (soutenu par la Chine et certains pays européens) a présenté un projet de résolution réclamant la création d'un instrument normatif réglementant le droit à la vie privée sur Internet. Le Canada s'est fermement opposé à un tel instrument qui pourrait compromettre le caractère ouvert du réseau Internet et la liberté d'expression.
- La Commission canadienne est reconnue comme un chef de file parmi les commissions nationales pour l'accroissement de la capacité qu'a généré sa Trousse d'outils sur l'engagement des jeunes (2011).

Pour obtenir le rapport complet de la Conférence générale, consultez le site *unesco.org*

8e Forum des jeunes de l'UNESCO

29 au 31 octobre 2013, Paris

Le Forum des jeunes, tenu à la veille de la Conférence générale de l'UNESCO, rassemblait de jeunes délégués venus du monde entier. En plus de permettre aux jeunes d'exprimer leurs idées et leurs préoccupations, ce forum leur a permis de communiquer leurs suggestions directement à la Conférence générale de l'UNESCO.

Les déléguées jeunesse du Canada Betsy Leimbigler et Claire Paetkau au 8e Forum des jeunes de l'UNESCO © CCU

« Ce Forum souligne l'importance d'écouter et d'interagir avec la communauté internationale comme moyen d'atteindre et d'établir les objectifs communs entre les États membres. »

- Jeunes délégués

Déléguée jeunesse de Saint-Kitts-et-Nevis, Desi Brown, accompagnée des déléguées jeunesse du Canada, Claire Paetkau et Betsy Leimbigler, au 8e Forum des jeunes de l'UNESCO à Paris © CCU

Le thème du 8e Forum des jeunes de l'UNESCO (2013) était « Jeunesse et inclusion sociale: engagement civique, dialogue et développement des compétences ». En préparation de la Conférence générale, la Commission:

- a organisé des consultations en ligne et en personne dans 5 provinces canadiennes avec l'appui de son Groupe consultatif jeunesse et des jeunes délégués
- a rédigé un rapport présenté par les jeunes délégués canadiens pendant le Forum

Plusieurs idées issues de ces consultations ont été incluses dans les 10 recommandations communes présentées à la Conférence générale de l'UNESCO. Les recommandations portaient essentiellement sur :

- la reconnaissance de l'apprentissage informel et de l'expérience, ainsi que les travaux communautaires, dans les programmes d'études;
- la reconnaissance de la jeunesse comme une étape de la vie plutôt qu'un groupe d'âge;
- l'utilisation de nouvelles technologies comme outils d'intégration et de mise en commun des connaissances.

La délégation au Forum des jeunes était composée de :

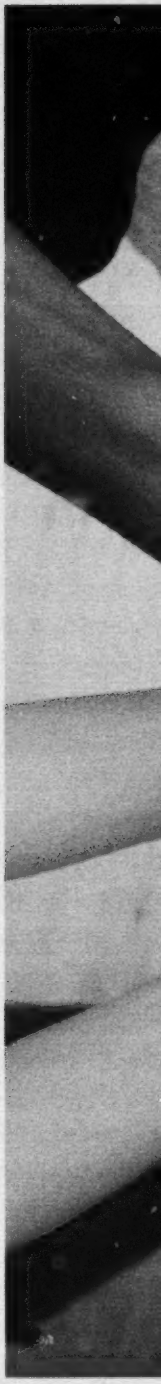
- Betsy Leimbigler, Gatineau (jeune déléguée)
- Claire Paetkau, Winnipeg (jeune observatrice)
- Jimmy Ung, chargé de programme à la Commission (soutien à la délégation jeunesse)

Pour appuyer la solidarité Nord-Sud et favoriser la diversité des participants, la Commission a contribué à la participation de Desi Brown, une jeune déléguée de Saint-Kitts-et-Nevis. La Commission l'a choisie à la suite d'un appel de candidatures envoyé à toutes les commissions nationales de la région des Caraïbes. Dix pays ont soumis des candidatures..

Pour obtenir le rapport complet sur le Forum des jeunes, ainsi que les recommandations et le blogue des délégués, consultez le site *unesco.ca*.

Faire entendre les voix des Canadiens sur la scène internationale

La Commission canadienne pour l'UNESCO donne aux experts canadiens l'occasion de participer à des comités, à des activités et à des conférences à l'extérieur du Canada, et elle aide ses membres et partenaires à organiser des événements d'envergure internationale au Canada. Au cours de la dernière année, la Commission a permis de réaliser plusieurs événements.



Le Forum régional UNESCO-UNEVOC d'Europe et d'Amérique du Nord

28 au 30 octobre 2013, Moscou

Fait : 22 % des étudiants de la formation techniques et professionnels des collèges canadiens sont déjà titulaires de diplômes universitaires (baccalauréat). Ils retournent au collège pour acquérir de nouvelles connaissances et rehausser leurs compétences pour le marché du travail au Canada.

Marie-Josée Fortin, panéliste au Forum régional UNESCO-UNEVOC d'Europe et d'Amérique du Nord, à Moscou (Fédération de Russie) UNESCO-UNEVOC

UNEVOC (Centre international pour l'enseignement technique et la formation professionnelle) est un réseau d'experts qui fait la promotion de l'employabilité des jeunes et du développement durable. La Commission a appuyé la participation de Marie-Josée Fortin au Forum afin de promouvoir l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) des collèges canadiens et de favoriser la collaboration internationale au sein du réseau UNEVOC. Madame Fortin est la directrice des programmes de partenariats internationaux de l'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) et la présidente de la Commission sectorielle sur l'éducation. L'ACCC représente 130 collèges publics qui regroupent plus de 1,5 million d'étudiants.

Présentés par M^me^ Fortin, deux outils mis au point au Canada ont été considérés comme des technologies particulièrement intéressantes qui pourraient être facilement adaptées par les établissements de l'EFTP dans le monde entier.

- Le test des compétences essentielles en milieu de travail (TOWES) mis au point par le Bow Valley College (Calgary) mesure le niveau de compétences cognitives en lecture et en calcul.
- Une application pour téléphone cellulaire et ordinateur, élaborée par le Olds College (Calgary) qui utilise un jeu interactif pour développer les habiletés entrepreneuriales des étudiants.

Pour en apprendre davantage sur l'engagement de la Commission dans le réseau UNEVOC, consultez le site : www.unevoc.unesco.org

Délégués de Nord-MAB à Pointe-aux-Outardes, QC © CCU

EuroMAB 2013

15 au 19 octobre 2013, Brockville

La Commission est membre du réseau européen et nord-américain des réserves de la biosphère de l'UNESCO (EuroMAB). En collaboration avec le bureau du programme l'Homme et la biosphère (MAB) à Paris, l'Association canadienne des réserves de la biosphère et la Réserve de la biosphère de l'Arche de Frontenac, la Commission a contribué à l'organisation de la première réunion biennale d'EuroMAB tenue en Amérique du Nord.

Plus de 180 participants venus de 25 pays se sont réunis à Brockville (Ontario), autour du thème « Mobiliser nos collectivités ». Cette rencontre a permis d'accroître leur compréhension du Programme MAB, et de renforcer le réseau nord-américain et européen des réserves de la biosphère, par l'échange de leurs points de vue, de leurs approches et de leurs activités. Ils ont formulé des recommandations sur la nouvelle stratégie du Programme MAB de l'UNESCO (2014-2021) dans des domaines tels que l'entrepreneuriat social, les questions transfrontalières, la collaboration avec les peuples autochtones, les services écosystémiques, l'exploitation minière durable, la recherche de consensus dans la gestion des terres et l'image de marque des réserves de la biosphère. EuroMAB 2013 a également permis aux réserves de la biosphère du Canada de présenter leur travail et d'échanger avec des organismes similaires à l'échelle internationale.

Pour de plus amples renseignements sur l'engagement de la Commission dans le Programme MAB, consultez la page 33.

Résultats de la conférence:

- Visibilité accrue d'une approche canadienne (ascendante et communautaire) des réserves de la biosphère dans la communauté internationale (notamment les chercheurs, les représentants des gouvernements et les commissions nationales)
- Élaboration conjointe de la prochaine stratégie du MAB de l'UNESCO
- Meilleure cohésion du réseau européen et nord-américain des réserves de la biosphère en vue de faire connaître les pratiques exemplaires
- Clarification des buts et objectifs communs pour le programme MAB (les réserves de la biosphère comme sites d'excellence et d'apprentissage), tout en reconnaissant la diversité des approches et des besoins locaux

[1] EuroMAB est le plus grand et le plus ancien des Réseaux régionaux du MAB (programme sur l'homme et la biosphère). Il compte 52 pays, dont le Canada et les États-Unis, et 289 réserves de la biosphère. Les réunions des comités nationaux du MAB et des coordonnateurs des réserves de la biosphère de l'EuroMab ont eu lieu presque tous les deux ans depuis 1986. unesco.org

Mener des activités au Canada harmonisées aux objectifs et programmes de l'UNESCO

Lorsqu'elle réunit des représentants des ministères et des organismes gouvernementaux, des établissements, des organismes et des particuliers, ou lorsqu'elle met en œuvre des activités ou qu'elle y collabore, la Commission fait progresser les activités de l'UNESCO dans les domaines de l'éducation, de la science, de la culture, de la communication et de l'information. Nous présentons ici des exemples d'activités réalisées en 2013-2014 qui soutiennent les objectifs et les valeurs de l'UNESCO et qui, à leur tour, appuient les priorités essentielles de la Commission de favoriser la paix, de promouvoir un avenir durable et de soutenir l'équité. Ces grandes priorités, qui reflètent celles de l'UNESCO dans le contexte canadien, sont fondées sur des consultations avec les membres de la Commission et des intervenants clés.

Favoriser la paix

« Dans un monde de plus en plus fragile, nous devons tous renouveler notre engagement en faveur du dialogue, de la tolérance, de la réconciliation et de la compréhension, »

– Irina Bokova, Directrice générale de l'UNESCO, au lancement de la Décennie internationale du rapprochement des cultures (2013-2022)

L'engagement en faveur de la paix est le fondement même de l'UNESCO et sa raison d'être. L'objectif fondamental de l'UNESCO – soutenu par les commissions nationales dans ses domaines de compétence (éducation, sciences, culture, communication et information) – est de construire la paix dans l'esprit des hommes et des femmes.

La paix n'est pas seulement l'absence de conflits armés ou de troubles interrégionaux ou communautaires. La paix exige d'instaurer un climat permettant aux personnes issues de divers milieux et ne partageant pas les mêmes points de vue de discuter respectueusement et de résoudre leurs différends. La Commission favorise les échanges inclusifs et un engagement significatif auprès des Canadiens et parmi ceux-ci, afin d'accorder la parole à tous.

Kaitlyn Bluecoat prend une photo lors d'un cours de photo à K.I., Ont. Les cours de photo sont donnés dans le cadre du programme sur les médias de l'école secondaire locale.
© Kimberly Stinson

Accroissement de la capacité des journalistes autochtones

Journalistes pour les droits de la personne. Initiative du Nord de l'Ontario (The Northern Canada Initiative)

Les Autochtones canadiens ne se font pas très bien entendre dans les médias du Canada. Il est donc difficile pour eux de communiquer leurs préoccupations et de défendre leurs droits. Une nouvelle initiative de l'ONG canadienne Journalistes pour les droits humains (JDH), en collaboration avec la Commission canadienne pour l'UNESCO, s'emploie à donner aux jeunes Autochtones les compétences journalistiques dont ils ont besoin pour raconter leurs histoires, interpréter l'actualité et mieux faire connaître les enjeux liés aux droits de la personne.

Dans le cadre de l'initiative du Nord de l'Ontario, JDH forme des journalistes autochtones pour qu'ils puissent faire des reportages sur leurs collectivités à l'intention des médias traditionnels. L'organisme travaille actuellement sur un projet visant à perfectionner 24 formateurs autochtones sur une période de trois ans afin qu'ils puissent ensuite former quelque 600 journalistes en utilisant la trousse sur les droits de la personne développée à partir de ressources de l'UNESCO.

Résultats :

- Voix autochtones mieux informées et plus éloquentes dans les médias canadiens
- Compréhension accrue entre les Canadiens autochtones et non autochtones résultant d'une couverture médiatique plus étendue et améliorée
- Sensibilisation aux droits de la personne et aux questions contemporaines à cet égard

Images de la vidéo produite par le Centre for Global Education en collaboration avec la Commission canadienne pour l'UNESCO www.youtube.com/watch?v=obUkWTff9bk

La liberté de la presse vue avec les yeux des jeunes

Journée mondiale de la liberté de la presse, 3 mai 2013 – Initiative d'engagement des étudiants

La question « Que signifie la liberté de la presse pour les élèves du secondaire? » a alimenté un débat entre 300 élèves du monde entier communiquant par vidéoconférence. Cette activité est le fruit d'un partenariat exceptionnel entre la Commission canadienne pour l'UNESCO, la Division pour la liberté d'expression et le développement des médias de l'UNESCO, le Centre for Global Education d'Edmonton et TakingITGlobal.

Par le biais de conférences virtuelles, les élèves ont pu discuter de la liberté de la presse avec un représentant de l'ONU à New York (George Papagiannis) et avec Daniel Morrison (professeur à l'Université de l'Oregon). Le Centre for Global Education a également produit, en collaboration avec la Commission, une vidéo faisant la promotion de la liberté de la presse et de la liberté d'expression réalisée par des élèves canadiens.

Résultats :

- Sensibilisation accrue à la liberté de la presse et à la liberté d'expression, et à leur importance pour la paix et la démocratie
- Engagement accru de la jeunesse et amélioration des liens interculturels
- Établissement de nouveaux partenariats

L'apprentissage tout au long de la vie, une seconde chance

Symposium national sur la justice réparatrice, 18 novembre 2013, Toronto
"L'éducation comme l'un des piliers pour restaurer la justice"

L'éducation est un droit de la personne et un aspect majeur du développement durable et de la cohésion sociale. C'est un principe fondamental énoncé dans le débat sur l'agenda de l'après-2015 [2] des Nations Unies et dans le programme « l'Éducation pour tous » de l'UNESCO. Pour promouvoir ce principe, la Commission canadienne est entrée en contact avec une multitude de secteurs, dont celui de la justice avec l'aide de ses partenaires.

La Commission a organisé l'atelier Formation tout au long de la vie comme une seconde chance lors du Symposium national de la justice réparatrice 2013, organisé par le Canadian Safe School Network et YOUCAN, à Toronto. Paul Bélanger, président du Comité scientifique de la Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison (Cégep Marie-Victorin, Montréal),

[2] En 2000, les États membres de l'ONU et les principales institutions de développement à travers le monde se sont entendus sur les 8 objectifs du millénaire pour le développement, qui vont de la réduction de moitié de l'extrême pauvreté à l'éducation primaire pour tous, en passant par l'arrêt de la propagation du VIH/sida, et ce à l'horizon 2015.

a souligné l'importance de l'apprentissage continu comme un facteur incontournable de la santé et du développement social, en s'appuyant sur des études menées auprès de prisonniers, qui établissent un lien entre l'éducation et la prévention de la récidive criminelle et une meilleure réinsertion sociale après une peine de prison. Isobel Findlay, professeure à la *Edward School of Business* de l'Université de Saskatchewan, a présenté deux études de cas portant sur les populations autochtones (les femmes en prison et les jeunes à risque) pour montrer comment les possibilités d'apprentissage peuvent accroître le sentiment d'autodétermination, de confiance en soi, d'inclusion et d'appartenance.

Résultats :

- Prise de conscience du rôle de l'éducation des adultes en matière de réinsertion sociale après une peine de prison
- Renforcement des liens entre les chercheurs et les praticiens sur le terrain, en particulier entre les animateurs de l'atelier et les participants

Encourager des avenirs durables

Le développement durable « répond aux besoins du présent sans compromettre la possibilité, pour les générations à venir, de pouvoir répondre à leurs propres besoins ».

— Commission mondiale sur le développement et l'environnement (1987)

Des écosystèmes en bonne santé sont essentiels à la vie. Dans son approche en matière de développement durable, l'UNESCO reconnaît que l'équilibre entre l'environnement et le développement n'est pas seulement une question de conservation et de prospérité économique. L'avenir de l'humanité et de notre planète ne dépend pas seulement des capitaux et des ressources naturelles, mais de notre capacité collective à comprendre et anticiper le changement et à aborder les dimensions humaines et sociales du développement. La durabilité repose essentiellement sur l'éducation, les sciences, la diversité culturelle et le patrimoine, l'inclusion sociale, la technologie et la communication.

La Commission met à profit son rôle de rassembleur pour promouvoir des perspectives holistiques et mondiales qui expriment notre responsabilité collective à l'égard du bien-être d'autrui et, notamment, des générations futures.

Leçons tirées des réserves de la biosphère

Publication : Savoirs partagés

De Tofino, en Colombie-Britannique, à Fundy, au Nouveau-Brunswick, en passant par Charlevoix au Québec, les collectivités dans les réserves de la biosphère du Canada s'efforcent de conserver et de maintenir le patrimoine national et culturel et la prospérité économique de notre pays. L'expérience ainsi acquise a permis de tirer d'importantes leçons sur la façon dont les efforts collectifs et le partage des connaissances peuvent favoriser le développement durable dans toutes les régions.

En collaboration avec l'Association canadienne des réserves de la biosphère et l'Université de la Saskatchewan, la Commission canadienne pour l'UNESCO a publié *Savoirs partagés : pratiques exemplaires des réserves de la biosphère canadiennes*. Cette publication, qui présente l'histoire de 16 réserves de la biosphère du Canada, a été lancée lors de la conférence EuroMAB 2013, qui a eu lieu à la Réserve de la biosphère de l'Arche de Frontenac, à Brockville (Ontario). Ce document est publié en ligne à l'adresse : *unesco.ca*.

Clayoquot Sound © Mark Hobson

Résultats :

- Meilleure compréhension de la façon dont les collectivités peuvent prendre des initiatives dans les domaines de la gestion des terres et des services écosystémiques, du tourisme durable et de l'éducation au service du développement durable
- Renforcement des capacités des réserves de la biosphère dans d'autres régions du Canada et d'autres pays souhaitant approfondir davantage la question de la durabilité
- Meilleure connaissance des principaux facteurs de réussite, des principaux défis et des principales occasions offertes, grâce à la diffusion des pratiques exemplaires
- Renforcement de la collaboration et de la mise en commun des connaissances, ce qui facilitera les travaux en cours dans les réserves de la biosphère

Explorer l'immatériel qui nous façonne

Conférence sur le patrimoine culturel immatériel,
19 au 21 septembre 2013, Edmonton

Les éléments qui façonnent notre culture sont en grande partie immatériels : la langue, les arts du spectacle, les pratiques sociales, l'artisanat traditionnel ainsi que les connaissances et les pratiques concernant la nature et l'univers. Comment les musées peuvent-ils conserver et présenter le patrimoine culturel immatériel?

Cette question a été examinée lors de la conférence 2013 de l'Alberta Museums Association (AMA) à l'occasion du 10e anniversaire de la Convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. La conférence « Landscapes to Languages: What shapes us? » a été organisée en collaboration avec la Commission et financée en partie par cette dernière.

Résultats :

- Meilleure compréhension et appréciation du patrimoine culturel immatériel par les muséologues et les visiteurs
- Augmentation de la demande pour des ateliers et possibilités accrues d'apprentissage sur le patrimoine culturel immatériel qui permettra d'accroître la capacité des intervenants
- Amorce d'une discussion avec les partenaires sur la constitution d'un comité directeur national pour soutenir et mener un dialogue à l'échelle du Canada et faire la promotion du patrimoine culturel immatériel

Dale Jarvis, conférencier principal à la conférence ©Alberta Museums Association

Leçons tirées – L'éducation en vue du développement durable au Canada

Atelier sur l'Éducation en vue du développement durable (2005-2014), 2 mai 2013, Toronto

Compte tenu du rôle déterminant joué par l'UNESCO dans la Décennie des Nations Unies pour l'éducation en vue du développement durable (DEDD) 2005-2014, la Commission canadienne a été à l'avant-plan de la promotion des objectifs de la Décennie au Canada. La Commission avait notamment organisé le lancement de la Décennie au Canada, à l'occasion de son Assemblée générale annuelle en 2005. Elle a également réuni des partenaires fédéraux, provinciaux et des partenaires de la société civile au cours des années et a contribué à une variété de rapports de mise en œuvre pour l'UNESCO et d'autres instances des Nations Unies.

Dans le cadre de son AGA de 2013, la Commission canadienne pour l'UNESCO a collaboré avec le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) en vue de tenir une consultation sur les réalisations canadiennes à l'appui de la Décennie. Cette réunion a permis aux participants de réfléchir et d'échanger sur les principales réussites et les grands enjeux, et de recommander les prochaines priorités à adopter pour faire progresser l'éducation en matière de développement durable au Canada.

Des jeunes se joignent aux chercheurs pour observer la vie dans la zone intertidale © Réserve de la biosphère Clayoquot Sound

La réunion a fourni des éléments utiles à l'élaboration du rapport national du Canada à l'UNESCO au terme de la Décennie en plus de fournir une plateforme pour explorer et mieux comprendre l'ensemble des initiatives menées par les écoles et les professeurs de tout le Canada au cours des dernières années.

Résultats :

- Création de ponts et de synergies entre les principaux intervenants de l'EDD au Canada
- Information de meilleure qualité et diversité des perspectives pour le rapport canadien à l'UNESCO
- Meilleure compréhension des activités des secteurs de l'éducation formelle, non formelle et informelle qui se sont déroulées au cours de la Décennie au Canada et qui sont susceptibles d'inspirer de futurs partenariats et initiatives

Viser l'atteinte de l'équité

La Commission canadienne pour l'UNESCO favorise une conception plus vaste de l'équité dans le but de promouvoir l'égalité des chances et des résultats pour tous, sans égard au sexe, à l'origine ethnique, à la race, à la culture, à la langue, à l'âge, à l'orientation sexuelle et aux aptitudes. Elle y parvient en encourageant la contribution et l'expression de personnes issues de milieux divers et en offrant des possibilités de dialogue et d'échanges véritables.

L'égalité des genres, en particulier, fait l'objet d'une attention internationale en tant que droit de la personne essentiel au développement. Elle constitue une priorité mondiale pour l'UNESCO depuis plusieurs décennies, et elle est explicitement reconnue dans *la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies et dans la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes*. Cette dernière a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1948 et ratifiée par le Canada en 1981.

La Commission s'efforce également de promouvoir l'équité régionale et intergénérationnelle dans ses partenariats et ses initiatives. Réunir une diversité de voix lui permet de mieux rendre compte des réalités actuelles et d'établir des approches collaboratives et démocratiques à des problèmes complexes. Une participation élargie à des échanges mondiaux constitue une condition préalable à la paix et à un avenir durables.

Équité des genres dans les sciences

11e cérémonie de remise des prix L'Oréal-UNESCO pour les Femmes et la Science, 28 novembre 2013, Ottawa.

Selon le portail sur les sciences naturelles de l'UNESCO [5], les femmes ne représentent que 30 % des chercheurs à l'échelle mondiale . L'UNESCO et la Fondation L'Oréal s'efforcent d'améliorer la représentation des femmes dans les sciences par un partenariat privé/public international unique en son genre qui reconnaît et encourage les chercheuses.

La 11e cérémonie de remise des prix L'Oréal-UNESCO pour les Femmes et la Science s'est déroulée à l'ambassade de France à Ottawa, avec le soutien de la Commission canadienne pour l'UNESCO. L'événement a souligné les réalisations des lauréates Évemie Dubé, boursière postdoctorale à l'Université du Québec à Montréal (qui étudie la relation entre la mère, le placenta et le fœtus) et Laura McKinnon, boursière postdoctorale à l'Université de Toronto (qui étudie les effets physiologiques et écologiques des changements climatiques sur la faune de l'Arctique).

La mentorée, Carla Apostolova et les deux lauréates 2013, Évemie Dubé et Laura McKinnon © L'Oréal Canada

[5] http://www.unesco.org/science/forwomen_promotion.htm

Ce partenariat entre l'UNESCO et la Fondation l'Oréal offre en outre une bourse de mentorat pour une jeune fille afin de l'encourager à étudier les sciences. Cette année, en collaboration avec la Commission, la bourse de mentorat 2013 a été attribuée à Carla Apostolova, étudiante à la Fondation Villa Anna du Collège Sainte-Anne à Lachine (Québec), l'une des écoles associées de l'UNESCO au Canada.

Résultats :

- Accroissement des possibilités de poursuivre des études scientifiques pour les jeunes femmes, en leur offrant un soutien financier pour leurs recherches
- Visibilité et reconnaissance accrues des réalisations des femmes scientifiques, en particulier en matière de promotion de leurs recherches et de leur rôle de modèle pour de futures chercheuses
- Sensibilisation du public à la valeur des femmes qui travaillent dans les sciences et aux disparités qui subsistent entre les genres dans le domaine, grâce à la couverture médiatique de la cérémonie et des activités qui ont suivi (dont un reportage dans le magazine *Elle*)

Équité et inclusion sur les ondes

Journée mondiale de la radio (13 février 2014)

« La radio est une force puissante pour l'avènement d'un avenir plus équitable, viable et inclusif pour tous. »

– L'honorable Adrienne Clarkson, ancienne gouverneure générale du Canada et animatrice d'émissions de radio et de télévision

Le 13 février, la Commission canadienne pour l'UNESCO a célébré la Journée mondiale de la radio en diffusant un message de M^me^ Clarkson sur les chaînes publiques, privées et communautaires au Canada. On a souligné, cette année, la contribution des femmes à titre de productrices, présentatrices et journalistes. Encore aujourd'hui, la radio est un moyen de communication à faible coût permettant de joindre les collectivités isolées et les personnes vulnérables. La Journée mondiale de la radio reconnaît que ce média contribue à façonner une collectivité mondiale en permettant le débat public et en donnant une voix aux diverses collectivités, notamment aux collectivités autochtones.

Résultats :

- Diffusion d'un message sur l'importance du rôle de la radio pour favoriser l'équité et l'inclusion à un vaste public à l'échelle nationale
- Sensibilisation accrue du public à la Journée mondiale de la radio et à l'importance de la radio pour donner la parole aux diverses collectivités

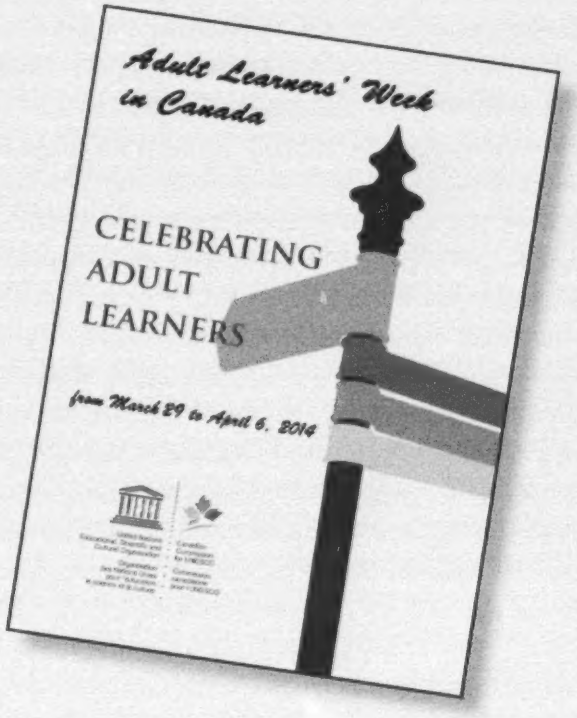
Pour entendre le message complet, consultez le site *unesco.ca*

Le rôle de l'éducation des adultes dans l'équité

Semaine des apprenants adultes (SAA), 29 mars au 6 avril 2014

L'éducation des adultes permet à tout le monde de participer pleinement à la société et d'atteindre son plein potentiel. La Semaine des apprenants adultes (SAA) est une campagne de sensibilisation du public qui donne aux enseignants, aux décideurs et aux apprenants adultes l'occasion de partager leurs réalisations, leurs travaux de recherche et les pratiques exemplaires. La SAA souligne la valeur de l'éducation des adultes, notamment grâce à une semaine d'activités annuelle soutenue par la Commission canadienne pour l'UNESCO en partenariat avec certains des plus grands organismes de formation continue du Canada (notamment Copian : Brancher les Canadiens dans l'apprentissage, le Réseau pour le développement de l'alphabétisme et des compétences « RESDAC », le Canadian Literacy and Learning Network « CLLN », l'Association canadienne pour la reconnaissance des acquis « CAPLA » et la Fédération canadienne des femmes diplômées des universités).

La Commission a également collaboré avec CAPLA pour promouvoir les lignes directrices de l'UNESCO sur la reconnaissance, la validation et l'accréditation



de l'apprentissage non formel et informel et avec l'observatoire de l'Institut de l'UNESCO pour l'apprentissage tout au long de la vie, basé à Hambourg (Allemagne).

Résultats:

- Meilleure compréhension de l'importance de l'éducation des adultes comme moyen permettant à tous de participer pleinement à la société
- Meilleure mise en commun des connaissances entre les professeurs du Canada et de l'étranger sur les pratiques exemplaires et sur la recherche actuelle dans le domaine de l'éducation des adultes
- Réalisation d'une étude de cas sur l'approche particulière adoptée par un programme élaboré par un réseau autochtone du Canada

Coordonner et mettre en œuvre les activités du programme de l'UNESCO au Canada

La Commission canadienne pour l'UNESCO contribue au développement des activités de l'UNESCO au Canada en facilitant le travail des réseaux de l'UNESCO, en faisant la promotion des programmes et des valeurs de l'Organisation et en créant des comités pour s'assurer que la participation du Canada aux programmes de l'UNESCO est bénéfique pour les Canadiens.

Réseau des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU)

Le réSEAU mondial comprend 9 900 écoles réparties dans plus de 180 pays. Il est axé sur la promotion de la citoyenneté mondiale et d'une éducation de qualité. Il contribue à l'objectif global de l'UNESCO de paix et de compréhension internationale entre les établissements d'enseignement et leurs collectivités. Au Canada, le réSEAU est composé de 69 écoles membres et candidates dans sept provinces. Il est coordonné par le Secrétariat de la Commission canadienne pour l'UNESCO, avec l'aide des coordonnateurs provinciaux du réSEAU et d'un comité national de coordination. Les écoles canadiennes qui se joignent au réSEAU s'engagent à soutenir les idéaux de l'UNESCO, par le biais de quatre piliers d'apprentissage et de quatre thèmes d'étude (unesco.ca) afin de contribuer à une culture de la paix locale, nationale et mondiale.

Piliers de l'apprentissage

- Apprendre à connaître
- Apprendre à faire
- Apprendre à être
- Apprendre à vivre ensemble

Thèmes à l'étude

- Apprentissage interculturel
- Paix et droits de la personne
- L'éducation en vue du développement durable
- Priorités du réSEAU et de l'ONU

En 2013, le réSEAU a célébré son 60e anniversaire ainsi que le 10e anniversaire de son réseau canadien. L'un des principaux événements marquant cet anniversaire était le forum international dont le thème était « Écoles associées de l'UNESCO pour une citoyenneté mondiale : éducation à la paix et éducation au développement durable », qui a eu lieu à Suwon (République de Corée), du 7 au 9 septembre 2013. Pour cette réunion, la Commission a consulté les coordonnateurs provinciaux et le comité national de coordination pour déterminer les priorités et les besoins des écoles canadiennes du réSEAU dans le cadre du processus d'élaboration d'une stratégie pour le réseau global des écoles associées de l'UNESCO pour les sept prochaines années.

Le coordonnateur national du Canada a été nommé au comité de rédaction qui a formulé les recommandations finales présentées à l'UNESCO et formulées à partir des commentaires de 36 pays. La stratégie du réSEAU UNESCO 2014-2021 devrait être lancée en 2014. Cette stratégie définira les orientations pour le réseau international des écoles associées et soutiendra leur capacité à contribuer aux objectifs de l'UNESCO en se concentrant sur un plan d'action commun.

« LES RÉSERVES DE LA BIOSPHÈRE SONT DES LABORATOIRES VIVANTS POUR CRÉER UN AVENIR DURABLE. »

– Association canadienne des réserves de la biosphère

Réserves de la biosphère

Les réserves de la biosphère sont des sites désignés par l'UNESCO, reconnus pour leurs efforts importants pour relever l'un des défis les plus complexes : préserver la santé des écosystèmes tout en assurant le bien-être des collectivités. En quête d'un équilibre entre l'environnement et le développement humain, les réserves de la biosphère mettent en pratique les principes du développement durable dans une multitude de contextes locaux. Le travail des réserves de la biosphère donne un aperçu unique sur la capacité de la société à gérer le changement, notamment l'urbanisation, le tourisme et l'utilisation des ressources naturelles. Les 16 réserves de la biosphère au Canada sont des initiatives communautaires qui cherchent des solutions créatives à un avenir durable en créant un espace d'échanges entre l'industrie, les partenaires gouvernementaux, les groupes éducatifs, les Premières Nations, des réseaux, et en diffusant des pratiques exemplaires. La Commission, qui promeut le Programme sur l'Homme et la biosphère (MAB) au Canada, est étroitement soutenue par le comité MAB canadien, un comité spécial constitué par la Commission.

Pour la liste des réserves de la biosphère au Canada (en date du 31 mars 2014), consultez la page 46 de ce rapport.

Tous les dix ans, les réserves de la biosphère doivent faire la démonstration que les critères énoncés dans le Cadre statutaire du Réseau mondial des réserves de la biosphère sont respectés. Au Canada, ces examens périodiques sont également des occasions d'apprendre, de réfléchir et de renouveler l'engagement des autorités locales et des intervenants. La Commission sélectionne les examinateurs (généralement un représentant du milieu universitaire et un deuxième d'une autre réserve de la biosphère canadienne), met en lien les examinateurs et les personnes-ressources de la réserve de la biosphère locale, notamment pour organiser les visites sur place, et surveille la mise en œuvre des recommandations.

En 2013, on a achevé l'examen périodique de la Réserve de la biosphère de l'escarpement du Niagara en Ontario et entrepris celui de la Réserve de la biosphère de Charlevoix. En décembre 2013, la Commission a présenté les rapports préparés par sept réserves de la biosphère de l'UNESCO sur les mesures découlant des recommandations du dernier examen. Le comité MAB canadien et l'UNESCO analysera attentivement ces rapports. L'examen devrait se poursuivre jusqu'en 2015, année où le réseau des réserves de la biosphère doit se conformer aux critères internationaux.

UNEVOC

Le Réseau UNEVOC – une plateforme mondiale exclusive pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) – est coordonné par le Centre international UNESCO-UNEVOC à Bonn (Allemagne). Il est composé de 290 centres UNEVOC dans les établissements de l'EFTP, qui servent de centres de liaison pour la prestation de services et de plateformes pour la coopération régionale et internationale en matière d'EFTP dans plus de 167 États membres. Ces centres jouent un rôle dans la production et la diffusion de recherches, d'études de cas, de bases de données et de publications et permettent au Centre international UNESCO-UNEVOC de remplir sa fonction de bureau central.

Dans le cadre du groupe d'Amérique du Nord, les Centres UNEVOC canadiens et étasuniens travaillent ensemble pour la collaboration Nord-Sud avec les centres d'Amérique latine et des Caraïbes. UNEVOC-Canada encourage la qualité, l'efficacité et la réceptivité de l'enseignement technique et professionnel en favorisant la coopération entre les établissements d'enseignement et les entreprises.

UNEVOC ENCOURAGE LE PARTAGE DES CONNAISSANCES ET FAIT LA PROMOTION DE L'APPRENTISSAGE POUR LE MONDE DU TRAVAIL.

Chaires UNESCO

Le Programme UNITWIN et les chaires UNESCO ont été conçus pour faire avancer la recherche, la formation et le développement des programmes dans les domaines de compétence de l'UNESCO. Le programme établit des réseaux universitaires en créant des chaires dans plusieurs domaines d'expertise et en encourageant la coopération interuniversitaire par l'échange des connaissances à l'échelle internationale. Accueillies par des établissements d'enseignement supérieur, les chaires UNESCO construisent des ponts entre les universités, la société civile, les collectivités locales, les chercheurs et les décideurs politiques afin de mener des recherches novatrices sur des questions clés grâce à la coopération internationale et la recherche. On vise ainsi à établir de nouveaux programmes universitaires et à enrichir ceux qui existent déjà.

En 2013, trois établissements d'enseignement canadiens, le Cégep de Matane et le Cégep de la Gaspésie et des Îles, membres de l'Association des collèges communautaires du Canada (ACCC) ainsi que le Centennial College étaient représentés au Forum régional de l'Europe et d'Amérique du Nord sur l'avancement de l'EFTP pour l'employabilité des jeunes et le développement durable qui a eu lieu à Moscou du 28 au 30 octobre 2013. Les délégués canadiens ont eu l'occasion de mettre en valeur les initiatives canadiennes et d'établir un partenariat avec leurs collègues européens.

Le rôle de la Commission canadienne consiste à examiner et à évaluer attentivement les propositions et à formuler des recommandations à l'UNESCO pour de nouvelles chaires UNESCO au Canada. L'examen mené par la Commission lui permet par ailleurs d'assurer la complémentarité du réseau actuel et des priorités de l'UNESCO.

En 2013, l'UNESCO a approuvé les demandes de 3 nouvelles chaires au Canada, portant le nombre de chaires canadiennes à 18 :

- Chaire UNESCO sur les approches transdisciplinaires de la durabilité : de l'échelle locale à l'échelle mondiale (Université Brock)
- Chaire UNESCO sur les matériaux et les technologies pour la conversion, l'économie et le stockage de l'énergie (Institut national de la recherche scientifique, INRS)
- Chaire UNESCO pour le dialogue sur la durabilité (Université McGill)

Pour la liste complète des chaires UNESCO au Canada (en date du 31 mars 2014), consultez la page 46 de ce rapport.

[4] UNITWIN est le sigle de: University Twinning and Networking Programme

Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination

Domaines de responsabilité des municipalités:

- La municipalité, garante de l'intérêt public
- La municipalité, une organisation respectueuse des droits de la personne
- La municipalité, une collectivité assumant une part de responsabilité dans le respect et la promotion de la diversité et des droits de la personne

La Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination fait partie de la Coalition internationale des villes contre le racisme (ICCAR) dont la création a été annoncée en mars 2004, par l'UNESCO, comme suite à la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance (Durban, 2001). L'objectif de la Coalition internationale est d'établir un réseau de villes souhaitant partager leurs expériences et les leçons tirées, afin de renforcer leurs politiques de lutte contre toutes formes de discrimination et afin d'atteindre une plus grande inclusion sociale. En tant que facilitateur de la Coalition, la Commission canadienne pour l'UNESCO cherche à rendre les collectivités canadiennes plus inclusives en luttant contre toutes formes de racisme et de discrimination.

En 2013-2014, deux nouvelles municipalités (Belleville et Sault Ste. Marie) se sont jointes à la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination, portant à 61 le nombre de villes membres de cet organisme.

EN PRENANT DES MESURES POUR LUTTER CONTRE LE RACISME ET LES MULTIPLES FORMES QUE PREND LA DISCRIMINATION, LES MUNICIPALITÉS SONT EN MESURE DE BÂTIR DES SOCIÉTÉS RESPECTUEUSES, INCLUSIVES ET SÉCURITAIRES, OÙ CHACUN A UNE CHANCE ÉGALE DE PARTICIPER À LA VIE ÉCONOMIQUE, SOCIALE, CULTURELLE, RÉCRÉATIVE ET POLITIQUE DE LA COLLECTIVITÉ.

Pour obtenir la liste des municipalités membres de la Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination (en date du 31 mars 2014), consultez la page 46 de ce rapport.

Sites du patrimoine mondial

La liste du patrimoine mondial de l'UNESCO énumère les sites du patrimoine culturel et naturel possédant une valeur exceptionnelle pour l'humanité et qui, par conséquent, doivent être protégés et préservés. Créée par la Convention du patrimoine mondial de l'UNESCO (1972), elle permet de souligner l'importance de ces sites pour l'ensemble de l'humanité. Au Canada, Parcs Canada est l'organisme fédéral responsable de la mise en œuvre de la Convention du patrimoine mondial. Les 17 sites désignés au Canada combinent des parcs nationaux et provinciaux et des sites historiques. Le rôle de la Commission est de faire connaître les sites du patrimoine mondial au Canada.

Pour la liste complète des sites du Patrimoine mondial au Canada (en date du 31 mars 2014), consultez la page 46 de ce rapport.

En 2013, la station de baleiniers basques de Red Bay (Terre-Neuve-et-Labrador) a été ajoutée à la liste des sites du Patrimoine mondial au Canada.

La Commission a récemment établi un partenariat avec TakingITGlobal pour promouvoir Explore150, une application gratuite qui invite les jeunes Canadiens et Canadiennes à utiliser la technologie cellulaire pour faire le récit de leurs expériences vécues dans des sites naturels, culturels et historiques de tout le pays. La Commission a encouragé de jeunes blogueurs à visiter des sites du patrimoine mondial et à raconter ce que les sites représentent pour eux, ce qu'ils y ont appris et ce qu'ils aimeraient faire connaître à propos de certains d'entre eux. En seulement 4 mois, 15 000 Canadiens ont téléchargé l'application Explore 150!

Mémoire du monde

Le Programme Mémoire du monde a été créé en 1992, en raison de la précarité de l'état de préservation du patrimoine documentaire dans diverses parties du monde et afin de garantir l'accès universel à ce patrimoine. Avec l'aide de comités nationaux de différentes régions du monde, le programme tente de protéger ce patrimoine qui existe sous bien des formes : manuscrits, traditions orales, matériel audio – visuel et fonds d'archives de valeur universelle pour les générations présentes et futures.

« LE PATRIMOINE DOCUMENTAIRE MONDIAL APPARTIENT À CHACUN ET IL DEVRAIT ÊTRE ENTIÈREMENT PRÉSERVÉ ET PROTÉGÉ AU PROFIT DE TOUS. »

— unesco.org

Au Canada, la Commission canadienne pour l'UNESCO a mis sur pied et coordonne un comité spécial composé d'experts pour examiner les demandes et approuver leur présentation au Comité consultatif international de Mémoire du monde. Depuis 2007, le Comité canadien a participé à l'inscription de 3 items au registre du Programme de la Mémoire du monde : les dossiers d'archives de la Compagnie de la Baie d'Hudson, la collection du Séminaire de Québec (1623-1800) et le court métrage *Voisins* de Norman McLaren.

En juin 2013, la collection d'archives relatives à la découverte de l'insuline de l'Université de Toronto a été officiellement incluse dans le registre international du Programme Mémoire du monde.

Groupe consultatif jeunesse

Les jeunes sont des partenaires incontournables dans l'édification de sociétés plus justes et inclusives. La Commission canadienne pour l'UNESCO a donc créé un Groupe consultatif jeunesse (GCJ), composé de jeunes (de 18 à 30 ans) débordant d'enthousiasme qui sont issus de divers milieux au Canada, qui sont engagés dans leurs communautés et qui exercent un leadership à l'appui des objectifs de la Commission. Le rôle du GCJ est de promouvoir les idéaux de l'UNESCO au Canada et à l'étranger, de conseiller la Commission sur les enjeux concernant la jeunesse et de faire valoir l'importance et l'utilité de la participation des jeunes aux travaux de la Commission. L'un des objectifs de la Commission est de favoriser l'autonomisation des jeunes, en les mobilisant et en proposant d'intégrer leurs préoccupations aux politiques mises en place sur les plans local, national et international.

Après un examen de la composition du GCJ, la Commission a décidé de réduire de 80 à 25 le nombre de ses membres afin de soutenir plus efficacement et de susciter d'intéressantes perspectives d'interaction entre les membres et les réseaux de la Commission, et également faciliter la création de projets nationaux du GCJ.

En 2013, des membres du CGJ ont pris part à des consultations nationales pour échanger des idées sur la façon d'aborder la question de l'inclusion sociale. Leur vision et leurs recommandations ont inspiré la position défendue par le Canada au 8e Forum des jeunes de l'UNESCO.

Gouvernance

Pour répondre efficacement aux transformations et aux défis les plus urgents au Canada, la Commission a entrepris une évaluation interne de sa structure, de ses pratiques et de ses capacités en matière de gouvernance.

En 2013-2014, elle a amorcé un certain nombre d'activités pour s'assurer que son travail continue d'avoir des résultats démontrables et qu'il correspond bien aux priorités et aux intérêts des membres et des partenaires, et cela, pour le profit de tous les Canadiens.

Comité exécutif

Le Comité exécutif établit globalement les stratégies et les politiques en s'appuyant sur le Programme et le budget de l'UNESCO, sur les propos tenus à l'Assemblée générale annuelle de la Commission canadienne, sur les suggestions et les préoccupations de ses membres non gouvernementaux et sur les priorités exprimées par les gouvernements fédéral et provinciaux du Canada.

Le Comité est composé de 17 individus représentant des agences gouvernementales et la société civile. Il inclut les présidents des trois commissions sectorielles, trois membres élus par les membres de la Commission et des représentants du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada), du ministère des Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada, ainsi que de Patrimoine canadien, d'un représentant du gouvernement du Québec et de trois représentants du Conseil des arts du Canada.

Le Comité exécutif a tenu quatre réunions où il a :

- élaboré (par le biais d'un groupe de travail) et approuvé en principe un nouveau plan stratégique, qui devrait être dévoilé lors de la prochaine AGA en juin 2014;
- approuvé la thématique et le format de la 54e Assemblée générale annuelle (AGA) qui aura lieu à Victoria (Colombie-Britannique), en juin 2014, conformément à la recommandation du comité ad hoc de planification de l'AGA;
- examiné les demandes d'adhésion soumises par le Comité des adhésions (Comité permanent);
- discuté du programme et du budget 2014-2021 de l'UNESCO et de la participation du Canada à la 37e Conférence générale de l'UNESCO;
- examiné et approuvé le budget et le plan de travail de la Commission pour 2013-2014 et fait des recommandations au Conseil des arts du Canada pour le budget 2014-2015 de la Commission.

Réunion de la Commission sectorielle de la Culture, Communication et information ©Jimmy Ung

Planification stratégique

Un des principaux objectifs de la Commission était de préparer un nouveau plan stratégique pour la période 2014-2021. Le plan, approuvé en principe par le Comité exécutif, devrait être dévoilé à la 54e Assemblée générale annuelle en juin 2014. Pour sa préparation, on s'est inspiré des divers points de vue exprimés par des membres de la CCU, du Comité exécutif, du personnel et des participants aux Assemblées générales annuelles des membres de la CCU (2012, 2013). Le plan encadre le travail de la Commission en établissant clairement ses priorités et ses objectifs et actions stratégiques. Il détermine également les valeurs qui guident le travail de la Commission. Des plans d'activités viendront s'y greffer ainsi que des comptes rendus annuels sur les résultats.

Commissions sectorielles

Les trois commissions sectorielles (Culture, Communication et information; Éducation; Sciences naturelles, Sociales et humaines) regroupent des agences gouvernementales, des réseaux, ainsi que des personnes et des organismes experts dans leurs domaines d'étude respectifs. Elles fournissent des informations sur les derniers développements dans leurs secteurs et formulent des recommandations au Secrétariat et au Comité exécutif sur les programmes et activités de l'UNESCO.

En 2013, les commissions sectorielles ont contribué au processus de planification stratégique de la Commission, en plus d'entreprendre un examen de leurs fonctions et de leurs contributions aux activités de cette dernière. Lors d'une réunion qui s'est tenue le 4 juillet 2013 et à laquelle assistaient les présidents actuels des commissions sectorielles, deux anciens présidents et les chargés de programme de la Commission, il a été question des contributions et de l'efficacité des commissions sectorielles. Un plan d'action sera présenté au Comité exécutif plus tard en 2014.

En mars 2014, les trois commissions sectorielles se sont réunies séparément pour :

- discuter des priorités stratégiques de l'UNESCO pour 2014-2021, notamment avec des représentants de haut niveau de l'UNESCO de chacun des cinq secteurs, par voie de téléconférence;
- commenter le Plan stratégique provisoire de la Commission;
- traiter de sujets d'intérêt tels que la révision des recommandations sur les conditions de la recherche scientifique; l'approche fondée sur les droits de la personne dans le cadre de l'apprentissage tout au long de la vie et de l'éducation pour tous (EPT) dans le programme après 2015; ou le rôle central de la culture dans le développement.

Vidéoconférence avec des représentants de l'UNESCO et l'ambassadeur Blackburn, en direct de Paris ©Jimmy Ung

Séance du samedi matin en compagnie de Simon Brault, vice-président du Conseil des arts du Canada © Paméla Bisson

53e Assemblée générale annuelle

Plus de 180 participants étaient présents à la 53e Assemblée générale annuelle (AGA) de la Commission canadienne pour l'UNESCO qui s'est tenue à Toronto, du 2 au 4 mai 2013.

Thème principal

Le programme de développement de l'après - 2015 : priorités internationales et contexte canadien incluant le Nord.

Principaux conférenciers : Rohinton P. Medhora, président du Centre pour l'innovation dans la gouvernance internationale, et Larry McDermott, directeur général de Plenty Canada et commissaire à la Commission ontarienne des droits de la personne.

Sessions thématiques

- La science et les technologies au service des sociétés du savoir
- Inclusion, innovation et transformations sociales pour des sociétés durables
- La sécurité de l'eau et la coopération pour la paix et des sociétés durables

Débat d'experts : vers une notion de citoyenneté culturelle

La citoyenneté mondiale et la créativité comme leviers pour le développement de sociétés durables.

Panélistes :

- Simon Brault, vice-président, Conseil des arts du Canada;
- Gisèle Yasmeen, vice-présidente, Recherche, Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH);
- Karla Jessen Williamson, Théories de l'éducation, College of Education, Université de la Saskatchewan.
- Animateur : Alain Pineau, ancien directeur national de la Conférence canadienne des arts.

La Commission a également poursuivi la réflexion sur ses orientations futures qu'elle avait amorcée à la 52e AGA, en demandant aux membres de participer à un exercice d'établissement des priorités pour définir les principaux courants d'action de la Commission sur la base du projet de Stratégie à moyen terme de 2014 à 2021 et du Projet de programme et de budget de l'UNESCO pour 2014-2017.

Priorités établies par nos membres

- Réorganiser les priorités et en réduire le nombre
- Perpétuer le rôle de la Commission comme plateforme et catalyseur de changement
- Poursuivre notre engagement en rassemblant les gens au moyen d'un dialogue intergénérationnel, interculturel, interjuridictionnel et interinstitutionnel
- Se poser en chef de file en matière de création de données et de gestion de l'information
- Redéfinir l'éducation en tenant compte des juridictions et des établissements
- Accroître la capacité d'éducation interdisciplinaire axée sur la durabilité
- Se concentrer sur la dimension locale
- Accroître la collaboration avec les communautés autochtones

Vérification interne

Le Conseil des arts a chargé le cabinet de services professionnels Deloitte de procéder à une vérification interne de la Commission en décembre 2013. Deloitte avait déjà effectué d'autres vérifications internes pour le Conseil des arts du Canada. Celle-ci a porté sur la gouvernance et les responsabilités du Conseil des arts à l'égard de la Commission. Le rapport de vérification sera présenté au Comité de la vérification et des finances du Conseil des arts du Canada ainsi qu'au Comité exécutif de la Commission en 2014.

Déménagement au 150, rue Elgin (Ottawa)

Le Conseil des arts du Canada et la Commission ont déménagé au 150, rue Elgin, à Ottawa, en décembre 2013. Les nouveaux locaux combinent l'architecture patrimoniale et l'architecture moderne cette combinaison illustre l'idéal de l'UNESCO, soit : tenir compte du passé tout en regardant vers l'avenir. Le nouvel édifice réduira les coûts de location, tout en répondant à la norme LEED Or en matière de durabilité et d'impact sur l'environnement et en fournissant aussi des espaces de travail qui favorisent une plus grande collaboration et la synergie entre les employés. Le concept ouvert améliore la collaboration entre le Conseil des arts du Canada et le Secrétariat de la Commission.

Refonte de notre site Web

En 2013, la Commission a entamé la mise à niveau et la refonte de son site Web. Le projet vise à mieux refléter l'interdépendance des secteurs (Éducation, Sciences, Culture et Communication et information) de l'UNESCO et à mettre en valeur le travail exceptionnel accompli par ses membres. Les changements apportés permettront de répondre aux normes internationales d'accessibilité du Web et faciliteront les interactions avec le site et les échanges d'information sur les réseaux sociaux. Le nouveau site sera lancé en 2014-2015.

Bureau du Conseil des arts du Canada, au 150 , rue Elgin, à Ottawa © CCU

Annexe I - Comité exécutif

Président
Axel Meisen
Edmonton, Alberta
Ancien Président de Foresight, Alberta Innovates – Technology Futures

Vice-présidente
Christina Cameron
Montréal, Québec
Chaire de recherche du Canada en patrimoine bâti, de l'Université de Montréal

Présidents et présidentes des Commissions sectorielles

Éducation
Marie-Josée Fortin
Ottawa, Ontario
Directrice
Partenariats internationaux
Association des collèges communautaires du Canada

Culture, Communication et information
Richard MacKinnon
Sydney, Nouvelle-Écosse
Directeur fondateur du Centre for Cape Breton Studies
Chaire de recherche du Canada de niveau 1 en patrimoine culturel immatériel, Université Cap-Breton

Sciences naturelles, Sociales et humaines
Louise Vandelac
Montréal, Québec
Directrice de l'Institut des sciences de l'environnement
Professeure titulaire au Département de sociologie, Université du Québec à Montréal

Membres

Ayman Al-Yassini

Montréal, Québec
Membre
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada

Barbara Burley

St. Andrews, Nouveau-Brunswick
Membre du Conseil d'administration
Conseil des arts du Canada

Carol Couture

Québec, Québec
Professeur honoraire
École de bibliothécomie et des sciences d'information
Université de Montréal

Sarah Fountain Smith

Ottawa, Ontario
Directrice générale
Organisations internationales des droits de la personne et de la démocratie
Affaires étrangères, Commerce et Développement Canada

Yves Gagnon

Moncton, Nouveau-Brunswick
Professeur
Université de Moncton

Angie Osachoff

Surrey, Colombie-Britannique
Coordonnatrice régionale de programme Equitas

Andrew Parkin

Toronto, Ontario
Directeur général
Conseil des ministres de l'Éducation, Canada

Gordon Platt

Gatineau, Québec
Directeur principal, Politique stratégique
Affaires internationales et intergouvernementales
Patrimoine canadien

Robert Sirman

Ottawa, Ontario
Directeur et chef de la direction
Conseil des arts du Canada

Michèle Stanton-Jean

Ancienne présidente de la Commission canadienne pour l'UNESCO
Montréal, Québec
Représentante du gouvernement du Québec au sein de la Délégation permanente du Canada auprès de l'UNESCO

Éric Théroux

Québec, Québec
Sous-ministre adjoint aux Politiques et Affaires francophones et multilatérales
Gouvernement du Québec
Ministère des Relations internationales, de la Francophonie et du Commerce extérieur

Annexe II
Membres honoraires

Anciens ambassadeurs du Canada auprès de l'UNESCO

Yvon Charbonneau, *Montréal, Québec*
Ian Christie Clark, *Ottawa, Ontario*
Jacques Demers, *Montréal, Québec*
Louis Hamel, *Gatineau, Québec*
Gilbert Laurin,
Vancouver, Colombie-Britannique

Anciens présidents et présidentes de la Commission

Michel Agnaïeff, *Montréal, Québec*
Guy Bourgeault, *Duvernay, Québec*
Roseann O'Reilly Runte,
Ottawa, Ontario
Max Wyman,
Lions Bay, Colombie-Britannique
Michèle Stanton-Jean,
Montréal, Québec

Anciens secrétaires généraux

Francine Fournier, *Montréal, Québec*
Viviane Launay, *Outremont, Québec*
Louis Patenaude, *Montréal, Québec*
David A. Walden, *Ottawa, Ontario*

Canadiens et Canadiennes ayant contribué de façon significative aux travaux de l'UNESCO

Marshall WM. Conley,
Halifax, Nouvelle-Écosse
Paul Gérin-Lajoie, *Montréal, Québec*
Albert Millaire, *Montréal, Québec*
Kim Phuc, *Ajax, Ontario*
Senator Douglas Roche,
Edmonton, Alberta
Swee-Hintoh, *Costa Rica*

Conformément à l'article 3.2.3 des Statuts et Règlements de la Commission canadienne pour l'UNESCO, les membres honoraires sont des « personnes dont le Comité exécutif reconnaît la contribution exceptionnelle et l'attachement exemplaire aux idéaux et aux objectifs de l'UNESCO ». Les membres honoraires sont nommés à vie.

Annexe III
Chaires UNESCO du Canada

ORBICOM – Réseau des Chaires UNESCO en communication
Yves Théorêt
Université du Québec à Montréal, Québec

Chaire UNESCO en communication et développement
Magda Fusaro
Université du Québec à Montréal, Québec

Chaire UNESCO sur le patrimoine culturel
Claude Dubé
Université Laval, Québec

Chaire UNESCO en changements environnementaux à l'échelle du globe
Yves Prairie
Université du Québec à Montréal, Québec

Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique
Josiane Boulad-Ayoub
Université du Québec à Montréal, Québec

Chaire UNESCO en réorientation de la formation des enseignants vers le développement durable
Charles Hopkins
Université York, Toronto, Ontario

Chaire UNESCO en paysage et environnement
Philippe Poullaouec-Gonidec
Université de Montréal, Québec

Chaire UNESCO des Arts et de l'Apprentissage
Larry O'Farrell
Université Queen, Kingston, Ontario

Chaire UNESCO sur l'éducation, la garde et le développement de la petite enfance
Alan Pence
Université de Victoria, Colombie-Britannique

Chaire UNESCO de développement curriculaire
Philippe Jonnaert
Université du Québec à Montréal, Québec

Chaire UNESCO en analyse intégrée des systèmes marins
Jean-Claude Brêthes
Université du Québec à Rimouski, Québec

Chaire UNESCO en ressources éducatives libres
Rory McGreal
Université d'Athabasca, Alberta

Chaire UNESCO de recherche appliquée pour l'éducation en prison
Jean-Pierre Miron
Collège Marie-Victorin, Montréal, Québec

Chaire UNESCO en gestion culturelle
François Colbert
HEC, Montréal, Québec

Chaire UNESCO sur la recherche communautaire et la responsabilité sociale de l'enseignement supérieur
Budd Hall
Université de Victoria , Colombie-Britannique

Chaire UNESCO sur les approches transdisciplinaires relatives à la durabilité : de l'échelle locale à l'échelle mondiale
Liette Vasseur
Université Brock, St Catharines, Ontario

Chaire UNESCO sur les matériaux et les technologies pour la conversion, l'économie et le stockage de l'énergie
Federico Rosei
Institut national de la recherche scientifique (INRS), Varennes, Québec

Chaire UNESCO pour le dialogue sur la durabilité
Catherine Potvin
Université McGill, Montréal, Québec

Annexe IV
Répertoire du réseau des écoles associées de l'UNESCO (réSEAU)

Coordonnateurs provinciaux
Nouveau-Brunswick, Sylvain Lavoie
Québec, Marie-Josée Rousse
Manitoba, Linda Mlodzinski
Saskatchewan, Diane Hawrysh
Alberta, Robert Mazzotta

Liste des écoles
Nouveau-Brunswick
École Blanche-Bourgeois
École Champlain
École Clément-Cormier
École Grande-Rivière

Nouvelle-Écosse
Lockeport Elementary School
Lockeport Regional High School

Québec
Académie Lafontaine
(École candidate)
Collège Beaubois
Collège Bourget
Collège Durocher-Saint-Lambert
Collège Regina Assumpta
Collège Sainte-Anne de Lachine
Collège Saint- Sacrement
(École candidate)
École alternative Atelier
École Hélène de Champlain
École intégrée Notre-Dame-de-l'Assomption / la Francolière
École la Poudrière
École secondaire Daniel-Johnson
(École candidate)
École secondaire le Prélude
École secondaire Saint-Luc
École spécialisée des Ramparts
École Sainte-Germaine-Cousin
Académie des Sacrés-Coeurs

Ontario
Bruce Peninsula District School
Cape Croker Elementary School
St. Edmund's Public School

Manitoba
Al Hijra Islamic School
Beausejour Early Years School
(École candidate)
Brock Corydon Elementary School
Churchill High School
(École candidate)
Collège Jeanne-Sauvé
Collège Louis-Riel
(École candidate)
Collège Pierre-Elliot-Trudeau
École Golden Gate
(École candidate)

École Laura Secord School
(École candidate)
John Pritchard School
Munroe Junior High School
(École candidate)
Niji Mahkwa
(École candidate)
Onanole Elementary School
(École candidate)
River East Collegiate
St. Emile Catholic School
St. James Collegiate
(École candidate)
Stevenson-Britannia Adult Literacy
Program, inc.
The Collegiate at the University of
Winnipeg (École candidate)
Vincent Massey Collegiate
West St-Paul School (École candidate)
University of Winnipeg Faculty of
Education (École candidate)

Saskatchewan
Bethlehem Catholic High School
Hafford Central School
Hazlet School International Program
Ranch Ehrlo Society

Alberta
Alexander Ferguson School
(École candidate)
Calgary French International School
(École candidate)
École Airdrie Middle School
(Candidate school)
École francophone d'Airdrie
École le Ruisseau
(École candidate)
George McDougall High School
Glendale Sciences and Technology School
(École candidate)
Griffiths-Scott Middle School
Holy Trinity Catholic High School
(École candidate)
Keenooshayo School
(École candidate)
M E Lazerte High School
(École candidate)
Mattie McCullough Elementary
School (École candidate)
Niton Central School
Olds High School
Queen Elizabeth High School
(École candidate)
Spitzee Elementary School
St Benedict School
Willow Park School
(École candidate)

Annexe V
Réserves de la biosphère de l'UNESCO

Nouvelle-Écosse
Sud-ouest de la
Nouvelle-Écosse (2001)
Lac Bras d'Or (2011)

Nouveau-Brunswick
Fundy (2007)

Québec
Mont Saint-Hilaire (1978)
Charlevoix (1988)
Lac-Saint-Pierre (2000)
Manicouagan-Uapishka (2007)

Ontario
Long Point (1986)
Escarpement du Niagara (1990)
Arche de Frontenac (2002)
Baie Georgienne (2004)

Manitoba
Mont-Riding (1986)

Saskatchewan
Lac Redberry (2000)

Alberta
Waterton (1979)

Colombie-Britannique
Clayoquot Sound (2000)
Mont Arrowsmith (2000)

Annexe VI
Sites du patrimoine mondial au Canada

Terre-Neuve-et-Labrador
Lieu historique national de L'Anse
aux Meadows (1978)
Parc national Gros-Morne (1987)
Poste de pêche à la baleine des Basques à
Red Bay (2013)

Nouvelle-Écosse
Vieux Lunenburg (1995)
Falaises fossilifères de Joggins (2008)
Le Paysage de Grand-Pré (2012)

Québec
Arrondissement historique du
Vieux-Québec (1985)
Parc national Miguasha (1999)

Ontario
Canal Rideau (2007)

Alberta
Parc provincial Dinosaur (1979)
Précipice à bisons

Head-Smashed-In (1981)
Parc national du Canada
Wood Buffalo (1983)
Parcs des montagnes Rocheuses canadiennes (1984,1990)
Parc international de la paix Waterton-Glacier (1995)

Colombie-Britannique
Parcs nationaux Kluane / Wrangell-St. Elias / Glacier Bay / Tatshenshini-Alsek (1979,1992,1994)
SGang Gwaay (île Anthony) (1981)
Parcs des montagnes Rocheuses canadiennes (1984,1990)

Territoires du Nord-Ouest
Parc national Nahanni (1978)
Parc national Wood Buffalo (1983)

Yukon
Parcs nationaux Kluane / Wrangell-St. Elias / Glacier Bay / Tatshenshini-Alsek (1979,1992,1994)

Annexe VII
Liste des municipalités signataires

Coalition canadienne des municipalités contre le racisme et la discrimination

Terre-Neuve-et-Labrador
Grand Bank

Île-du-Prince-Édouard
Stratford

Nouvelle-Écosse
Comté de Kings
Halifax
Kentville
New Glasgow
Truro

Nouveau-Brunswick
Saint-John

Québec
Gatineau
Longueuil
Montréal
Québec
Saguenay
Saint-Justin
Sherbrooke

Ontario
Aurora
Belleville
Caledon
Georgina
Hamilton
Kingston
London
Markham
Newmarket
Oakville
Oshawa
Ottawa
Peel
Richmond Hill
Sault Ste. Marie
Sudbury
Tecumseh
Thunder Bay
Toronto
Vaughan
Windsor

Manitoba
Winnipeg

Saskatchewan
Moose Jaw
Prince Albert
Saskatoon

Alberta
Brooks
Calgary
Devon
Drayton Valley
Edmonton
Fort Macleod
Grande Prairie
Innisfail
Lethbridge
Provost
Red Deer
St. Albert
Wetaskiwin
Wood Buffalo
(incluant Fort McMurray)

Colombie-Britannique
Burnaby
Lions Bay
Prince George
Vancouver
Victoria
Williams Lake

Yukon
Whitehorse

Annexe IIX
La mémoire du monde au Canada

Archives de la Compagnie de la Baie d'Hudson, 2007

Fonds du Séminaire de Québec (XVIIe-XIXe siècles) 2007

Voisins, court métrage, animé, réalisé et produit par Norman McLaren, 2009

La découverte de l'insuline et son impact mondial, 2013